



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

IS

ARRETE

n° 02 - 1480 du 31 MAI 2002 portant
autorisation d'occupation temporaire en vue de l'exécution de travaux
d'office sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à
SIERENTZ

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code des Tribunaux Administratifs et des Cours Administratives d'Appel et plus particulièrement les textes réglementant la procédure à suivre devant les tribunaux administratifs ;
- VU le Code Pénal et notamment ses articles 438 et R 26 ;
- VU la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée par le décret n° 65-201 du 12 mars 1965 et notamment l'article 1er ;
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles 6 (2^{ème} alinéa) et 23 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- VU la lettre du Ministre de l'Environnement du 9 novembre 1999 autorisant le Préfet du Haut-Rhin à confier à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) l'exécution d'office des travaux de contrôle et de maintenance concernant le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à SIERENTZ pour une période de 2 ans ;
- VU les arrêtés préfectoraux ns° 00-0223 et 00-0224 du 1^{er} février 2000 chargeant l'ADEME d'exécuter ou de faire exécuter des travaux d'office sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à SIERENTZ ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 02-0371 du 12 février 2002 portant prescriptions d'urgence, en vue de mettre fin aux désordres constatés par l'ADEME ;

- VU l'arrêté préfectoral n° 02-0864 du 2 avril 2002 portant mise en demeure de se conformer à l'arrêté précité du 12 février 2002 ;
- VU la lettre du Ministre de l'Environnement du 19 février 2002 autorisant le Préfet du Haut-Rhin à confier à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) l'exécution d'office des travaux de contrôle et de maintenance concernant le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à WINTZENHEIM pour une nouvelle période de 3 ans ;
- VU la lettre du Ministre de l'Environnement du 3 mai 2002 autorisant le Préfet du Haut-Rhin à confier à l'ADEME l'exécution d'office des travaux de contrôle et de maintenance concernant le site du dépôt de déchets de lindane de la Sté PCUK à SIERENTZ pour une nouvelle période de 3 ans, et d'une étude sur la tenue du confinement ;
- VU les arrêtés préfectoraux ns° 02-1301 et 02-1297 du 16 mai 2002 chargeant l'ADEME de l'exécution de travaux d'office sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Sté PCUK à SIERENTZ ;
- VU le plan et l'état parcellaire annexés ;

CONSIDERANT la lettre de l'ADEME du 28 janvier 2002, qui décrit l'état du dépôt de SIERENTZ et qui transmet les résultats des contrôles effectués (teneurs en lindane dans la nappe phréatique en aval hydraulique du site en augmentation, système de drainage obturé, indices de dégradation de l'étanchéité de la capsule contenant les déchets, protection du piézomètre central détruite) ;

CONSIDÉRANT la lettre de Maître Patrick OUIZILLE, liquidateur judiciaire de la Société PCUK, du 14 février 2002, signifiant qu'il ne sera pas donné suite aux prescriptions de l'arrêté n° 02-0371 du 12 février 2002 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le programme d'études et de travaux visant à remédier aux désordres constatés par l'ADEME et prescrit par l'arrêté n° 02-0371 du 12 février 2002 susvisé n'a pas été remis et qu'aucun début d'exécution de tels travaux n'a eu lieu ; que la mise en demeure de se conformer à cet arrêté est restée sans effet ;

CONSIDERANT la circulaire du Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement du 7 juin 1996 relative à la procédure administrative et juridique applicable en matière de réhabilitation de sites pollués ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

ARRETE

Article 1er

Les représentants de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ainsi que ceux des entreprises accréditées par cet organisme, chargés de l'exécution des travaux de réhabilitation du site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à SIERENTZ, appartenant aux personnes dont les noms figurent en annexe du présent arrêté, sont autorisés en tant que de besoin, et sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux définis à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2002 et impliquant les opérations suivantes :

- Remise en état et maintien du système de drainage et d'écoulement des eaux jusqu'au plan d'eau de la gravière exploitée par la Sté SASAG
- opérations de passage et manœuvre d'engins de travaux publics

- travaux de génie civil
- nivellement général NGF du site et des piézomètres proches
- nettoyage si nécessaire du piézomètre central du dépôt et remise en état de sa protection
- opérations de débroussaillage au droit du confinement et en périphérie immédiate
- prélèvements de toute nature

A cet effet, ils pourront effectuer toutes les opérations que la réalisation des travaux rendra indispensable.

Article 2

Les travaux ci-dessus seront effectués sur les terrains portant les numéros 108 à 116, 394 à 399, 344 et 345, d'après le cadastre de la commune. Un plan est annexé au présent arrêté.

Article 3

Les propriétaires ou locataires des parcelles devront suspendre tous les travaux de nature à perturber la réalisation des travaux visés à l'article 1^{er} prescrits par l'ADEME.

Article 4

Un état des lieux, avant et après les travaux, faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sera établi en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME.

Les indemnités qui pourraient être dues pour les dommages causés à la propriété en cause à l'occasion de la réalisation fautive des travaux seront à la charge de l'ADEME.

A défaut d'entente amiable, leur montant sera fixé par le tribunal administratif.

Article 5

Chacun des responsables chargés des travaux devra être muni d'une ampliation du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Lesdits responsables ne pourront pénétrer sur les terrains concernés qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 décembre 1892.

Article 6

La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois à compter de sa date d'application.

La présente autorisation couvre la durée des travaux prescrits et ce au maximum pendant une période de trois ans à compter de leur démarrage (juin 2002 pour l'ensemble des travaux à l'exception du suivi piézométrique qui débutera en novembre 2002).

L'occupation temporaire nécessaire à l'exécution des travaux publics ne pourra excéder cinq ans.

Article 7

Le présent arrêté sera affiché au moins dix jours avant le commencement des opérations définies à l'article 1^{er} ci-dessus, à la diligence du maire de la commune de SIERENTZ, qui adressera à la Préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Article 8

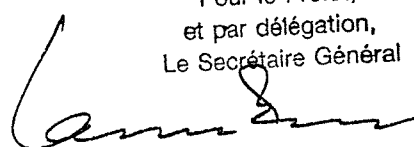
Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur de l'ADEME et le Maire de SIERENTZ, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera également :

- notifiée, par les soins de M. le Maire de SIERENTZ, aux propriétaires concernés, par lettre recommandée avec accusé de réception
- transmise à
 - M. le Trésorier Payeur Général du Haut-Rhin
 - M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
 - M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
 - M. le Lieutenant-Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie du Haut-Rhin
 - M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Fait à COLMAR, le **31 MAI 2002**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Olivier LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :



Christian AULEN

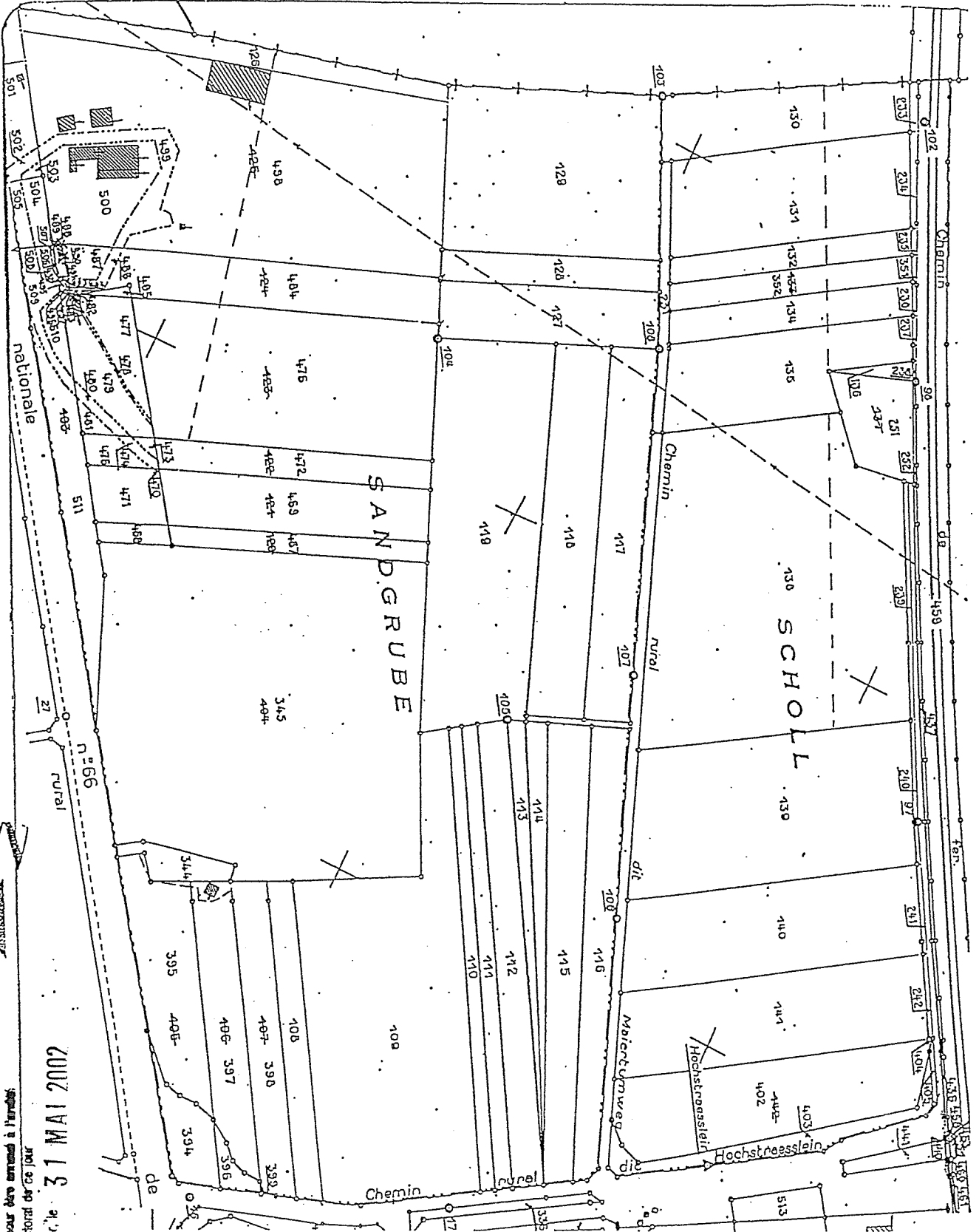


Pour le Préfet,
et par délégation
Le Chef de Bureau

Christian AULEN

31 MAI 2002

Commar, le
préfectural de
pour les
N



Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral en ce jour
Octobre, le 31 MAI 2002



Pour le Préfet,
et par délégation
Le Chef de Bureau

Christian AULEN

ETAT PARCELLAIRE

SIERENTZ

N° de la section	N° de la parcelle	Lieu-dit	Surface	Identité des propriétaires
	108	Sandgrube		
	109	Sandgrube		Brunner Armand
	110	Sandgrube		Brunner Armand
	111	Sandgrube		Brunner Armand
	112	Sandgrube		Brunner Armand
	113	Sandgrube		Brunner Armand
	114	Sandgrube		Brunner Armand
	115	Sandgrube		Brunner Armand
	116	Sandgrube		Brunner Armand
	394	Sandgrube		
	395	Sandgrube		
	396	Sandgrube		
	397	Sandgrube		
	398	Sandgrube		
	399	Sandgrube		
	344	Sandgrube		
	345	Sandgrube		